

Mouvement Communiste/Kolektivně proti Kapitálu

Bulletin n°6

04 mars 2014

UKRAINE : une insurrection démocratique victorieuse dirigée par les nationalistes ; les ouvriers coincés entre les deux factions en conflit ; l'État est au bord de la banqueroute ; l'issue de l'insurrection est entre les mains des grandes puissances mondiales ; l'armée russe reprend la Crimée et menace l'Ukraine orientale

L'accélération de l'histoire

La partie est finie à Kiev et dans les autres villes ukrainiennes insurgées. Le calendrier institutionnel semble avoir repris le dessus : mise en place d'un gouvernement d'unité nationale ; élections fin mai ; révision de la Constitution et élection d'un nouveau président de la république vont se succéder dans les mois à venir. Seule véritable inconnue, le sort du moteur industriel et minier de la partie orientale du pays et de la Crimée, péninsule de la mer Noire « louée » par l'Ukraine à la flotte russe. Ces régions¹ semblent écartelées entre tentations sécessionnistes alimentées par la Russie de Poutine et allégeance au nouveau régime issu de l'insurrection démocratique du 18 février avec l'attaque des forces de l'ordre aux barricades de la place de l'Indépendance² et achevée le 22 avec la prise indolore des bâtiments du pouvoir sis à une encablure de la Place.

La révolte qui a accéléré l'histoire, a démarré le 21 novembre 2013, avec le renoncement de l'Ukraine à signer un traité de partenariat commercial avec l'Union européenne. Revirement provoqué par les pressions russes exercées, au premier chef, sur le président Viktor Ianoukovytch. Les manifestations pacifiques se succèdent sans que le froid glacial ne dissuade les manifestants. Le 1^{er} décembre, la Place, rebaptisée *Euromaidan*, est occupée. En dépit de plusieurs tentatives du pouvoir de la « libérer », elle ne sera plus abandonnée par les opposants. Le 17 décembre, neuf jours après la manifestation d'environ 800 000 participants de l'opposition pro-européenne, Ianoukovytch annonce la signature d'un accord stratégique avec Poutine portant sur le rachat par la Russie de 15 milliards de dollars américains de la dette souveraine ukrainienne et la réduction du tiers du prix du gaz naturel importé par l'Ukraine.

L'offensive du pouvoir ne s'arrête pas là. Le 16 janvier, le Parlement contrôlé par le Parti des régions du président³ vote des lois répressives visant à préparer le ter-

rain à un affrontement direct avec les occupants de la Place. Deux premiers assassinats de manifestants par les forces de l'ordre interviendront le 22 janvier. La révolte prend de l'ampleur. Les villes de l'ouest tombent sous le contrôle de facto des opposants. Le 27 janvier, la Russie verse une première tranche de 2 milliards de dollars. Le Premier ministre Mykola Azarov, proche du président, démissionne le 28 janvier et le Parlement annule les lois d'exception passées moins de deux semaines plus tôt.

Dernière tentative de compromis de Ianoukovytch, le 29 janvier : une promesse d'amnistie en échange de l'abandon des bâtiments du pouvoir occupés par les manifestants. Personne ne croit aux engagements du gouvernement. La mobilisation continue. Le 14 février, les 234 opposants emprisonnés sont relaxés. Le 16, les occupants de la mairie de Kiev suspendent l'occupation en échange de l'amnistie pour les prisonniers libérés.

Puis l'exécutif ordonne l'encercllement de la Place. Le 18 février, la bataille fait rage. Au moins 20 opposants sont tués, des centaines blessés. Sur le terrain, la résistance compte environ 30 000 personnes disposées à se battre. Les affrontements armés se suivent. Le bilan meurtrier s'alourdit. Désormais, les tués se comptent par dizaines, peut-être une centaine. Sans trop de conviction et divisée en son sein (les pays du sud de l'Europe, l'Italie, l'Espagne et la Grèce mais aussi le Royaume-Uni traînent des deux pieds), l'Union européenne menace de sanctions économiques. Plus concrètement, la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) interrompent leurs financements aux projets industriels et infrastructurels ukrainiens⁴.

Le 20 février, Anders Fogh Rasmussen, le secrétaire général de l'OTAN avec laquelle l'Ukraine est en pourparlers depuis 1997, somme Kiev de cesser la répression et de ne pas employer l'armée. Le général de l'armée de l'air américaine, Philip Breedlove (commandant suprême des forces armées de l'OTAN en Europe) demande à l'État-

¹ Oblasts de Kharkiv, Donetsk, Dnipropetrovsk, Lougansk et la Crimée : 15 millions d'habitants sur les 46 que compte le pays.

² Maidan Nezalezhnosti, que nous appellerons la Place dans la suite du texte. Au cœur de Kiev, déjà théâtre des grandes manifestations de 2004 pour protester contre l'élection présidentielle truquée par le gouvernement de Ianoukovytch et par le clan de patrons de la métallurgie de Donetsk, ville d'un million d'habitants placée dans le riche bassin minier du Donbass à près de 600 km à l'est de la capitale (environ 3 millions d'habitants).

³ Créé fin octobre 1997, le Parti des régions était largement majoritaire dans les régions de l'est et du sud-est du pays. Parti régional et ethnique, il est russophone et s'engage à défendre les droits des ukrainiens d'origine russe. Dans les élections parlementaires de 2012, cette formation conquiert

185 sièges sur les 450 que compte l'assemblée. Il pouvait compter sur un total de 210 députés avant la défection d'une quarantaine d'entre eux intervenue entre décembre et février.

⁴ La BEI, la banque européenne qui accorde des financements à des taux très bas, a investi depuis 2007, quelque 2,1 milliards d'euros dans des projets dont l'extension du métro de Kiev, la modernisation du système national de contrôle aérien et des crédits aux PME. La BERD, dont l'activité de prêt se concentre sur les anciens pays du bloc russe, a investi en Ukraine 8,7 milliards d'euros dans les banques, les infrastructures et l'énergie.

major ukrainien d'entamer un dialogue direct (sans passer par le gouvernement) avec l'OTAN. Un appel non déguisé au désaveu du président par les généraux. Ianoukovytch vire aussitôt le Lieutenant-général Volodymyr Zamana, chef d'État-major de l'armée, et le remplace par l'amiral pro-russe Yuriy Ilyin. L'armée est appelée à défendre ses installations.

À Lviv⁵ et dans d'autres villes de l'ouest⁶, le 20 février, les manifestants s'emparent de fusils et de munitions (1 500 fusils et 100 000 balles selon la SBU, les services secrets). Dans l'ouest, des élus et des fonctionnaires locaux passent du côté de l'opposition. L'État promet le déclenchement d'opérations anti-terroristes. Rien n'y fait. La diplomatie européenne (France, Allemagne, Pologne) et la Russie s'accordent, le 21 février, sur un projet de compromis en six points⁷. Mais la Place qui a résisté aux assauts des forces de répression et aux tireurs embusqués des forces spéciales veut la fin du régime et la chute immédiate de Ianoukovytch.

L'exécutif s'effondre. Le président s'enfuit et rejoint la Russie après plusieurs essais. Il dénonce un coup d'État. Les manifestants s'emparent des ministères et du palais présidentiel. Les déclarations d'allégeance au nouveau pouvoir de responsables de l'administration pleuvent en cascade. L'insurrection démocratique a gagné. L'ancienne première ministre emprisonnée depuis trois ans est libérée. Des élections présidentielles sont fixées au 25 mai. La Constitution de 2004 est restaurée. Les superpouvoirs présidentiels inscrits dans la Charte fondamentale en 2010 sont abrogés. Voilà pour le film des principaux événements des derniers mois. Quelles en ont été les causes ?

Une question nationale jamais complètement dépassée

Le problème de la langue reste l'un des facteurs de division de la société civile ukrainienne. Si l'ukrainien est la langue officielle depuis la révolution d'octobre 1917, le tiers de la population du pays a le russe comme langue maternelle. L'un des thèmes les plus chers au Parti des régions, depuis sa constitution, est de garantir au russe le statut de langue officielle aux côtés de l'ukrainien. L'éclatement du bloc russe et la déclaration de l'indépendance de l'Ukraine ont ravivé le conflit linguistique dans le pays avec les nationalistes qui ont toujours eu la volonté d'effacer la langue russe. Une tendance qui s'est déjà affirmée dans les pays baltes à l'avantage des anciennes langues locales.

Derrière cela, se cache la profonde division démographique et surtout économique du pays. Les provinces

orientales sont plus densément peuplées, industrialisées et plus riches. Le salaire moyen de la région orientale de Donetsk est supérieur de plus du tiers à celui de la région occidentale de Lviv. L'intégration économique et industrielle entre l'est ukrainien et la Russie est élevée. Intégration fondée sur le système dit du *tolling*. Par ce système, les entreprises russes peuvent délocaliser leur production en Ukraine en important dans ce pays les matières premières sans en payer les droits de douane et la TVA. Les marchandises ainsi produites sont par la suite réexportées vers la Russie ou vers des pays tiers pour y être vendues. Le système du *tolling* n'est pas réservé aux sociétés russes mais ce sont elles, et de très loin, les principales bénéficiaires. Un bel exemple d'intégration économique transnationale fondée sur des échanges inégaux de type semi-colonial, dans le plus pur style de l'ancien empire stalinien.

Il en va de même pour la dépendance énergétique dont la Russie a toujours usé et qui est représentée par le prix « politique » des produits énergétiques pour resserrer les liens de dépendance avec ses voisins dont l'Ukraine. Cette dernière importe de Russie 90 % du pétrole et la plupart du gaz naturel utilisés. Dans le même ordre d'idées, 80 % du gaz naturel vendu par la Russie aux pays de l'Union européenne passe par l'Ukraine comme celui du Turkménistan.

Autre élément essentiel : les banques russes sont très présentes en Ukraine. En novembre 2013, Vladimir Poutine a déclaré que l'exposition de ces dernières au pays voisin s'élève à environ 28 milliards de dollars, dont la moitié relevant des instituts russes de crédit contrôlés par l'État fédéral (notamment Vnesheconombank mais aussi Gazprombank, la banque du géant gazier Gazprom d'où est issu Dmitri Anatolievitch Medvedev, l'homme-lige de Poutine, aujourd'hui Premier ministre), croit savoir l'agence de notation financière Fitch Ratings. Environ 75 % des prêts accordés par les banques russes a été consenti aux entreprises ukrainiennes ou à des patrons russes ou ukrainiens pour effectuer des acquisitions de sociétés locales.

Considérant que près du tiers du commerce extérieur ukrainien se fait avec la Russie, premier partenaire commercial, la première déclaration de Moscou, après l'insurrection démocratique, a porté sur la menace de relever les droits de douane sur les marchandises exportées par l'Ukraine. Cet état de fait explique largement les relations étroites et conflictuelles entre les deux pays, en particulier sur les prix de l'énergie et leurs tarifs d'acheminement. Ces disputes ont scandé la lutte politique institutionnelle en Ukraine et ont systématiquement ravivé les différents nationalismes au sein du pays. Rappelons que face à l'impérialisme soviétique, comme l'appelaient déjà Victor Serge, le nationalisme ukrainien s'est largement aligné derrière l'Allemagne nazie au début de la seconde guerre mondiale. Par la suite, il a été amené à combattre les nazis car ces derniers supportaient mal son influence croissante. Comme hier, « *l'ennemi de mon ennemi, n'est pas forcément mon ami* ».

⁵ 730 000 habitants, la plus grande ville ukrainienne occidentale sise à 70 km de la frontière polonaise et à 470 km à l'ouest de Kiev.

⁶ Ivanovo-Frankivsk et Ternopil.

⁷ 1) retour dans les 48 heures à la Constitution de 2004 et engagement à former un nouveau gouvernement de coalition dans les 10 jours ; 2) début immédiat d'une réforme constitutionnelle établissant un renversement des pouvoirs entre le président et le Parlement qui devra être complétée en septembre prochain ; 3) élection présidentielle anticipée dès que possible mais pas après le mois de décembre ; 4) création d'une commission d'enquête sur les actes récents de violence ; 5) vote d'une nouvelle amnistie ; 6) engagement des parties à ne pas employer la force.

Un État incapable de représenter les intérêts de toutes les fractions des classes dominantes et la société civile dans son ensemble

La première conséquence des restes de question nationale qui entravent le développement capitaliste ukrainien se mesure dans l'incapacité chronique de l'État indépendant à incarner les intérêts unitaires de la bourgeoisie. La presse bourgeoise cite de nombreuses anecdotes sur les bagarres plus ou moins civilisées entre « oligarques », les patrons intronisés par les privatisations survenues après l'effondrement de l'empire russe et la crise de son modèle économique capitaliste. En fonction des majorités parlementaires et présidentielles, les partis nationalistes ukrainiens ou les factions russophiles ont défendu les intérêts de leurs mandataires.

Cette fracture politique permanente qui suit des frontières géographiques internes dessinées par la formation économique spécifique du pays, est le reflet d'un marché intérieur dont l'unification est inachevée. Une fracture politique qui se retrouve aussi presque à l'identique dans la relation de l'État à la société civile. Sans compter la flotte russe de la mer Noire qui reste basée en Crimée. Le 21 avril 2010, le président ukrainien déchu avait prolongé, jusqu'en 2047, la concession à la Russie des bases navales militaires de Crimée en échange de ristournes sur le prix du gaz naturel. Enfin, la corruption et l'inefficacité de l'administration issue de l'État bureaucratique impérial russe ne contribuent certes pas à réconcilier les Ukrainiens avec l'État.

Une crise de la valorisation et une crise fiscale de l'État qui durent depuis un an et demi

La crise de valorisation dure depuis la mi-2012, estimait en décembre le FMI. Entre janvier et septembre 2013, le PIB ukrainien a baissé de 1,25 % par rapport à la même période de l'année précédente. Le FMI attribue cela à la baisse des exportations et des investissements. Les réserves de change de la Banque centrale étaient, fin octobre, équivalentes à seulement deux mois et demi d'importations. Le FMI prévoyait un retour modeste à la croissance, en 2014, grâce au redémarrage graduel de la demande extérieure, des exportations de céréales et la poursuite de la hausse de la consommation des ménages. *« Toutefois, cette prévision est sujette à des risques substantiels encourus en raison d'une politique économique inconsistante et relevés par les incertitudes économiques et politiques de ces dernières semaines ».*

Depuis, les réserves officielles en devises étrangères de la Banque centrale ont fondu à moins de 18 milliards de dollars, contre plus de 20, en décembre, souligne une note de Standard & Poor's. La dépréciation de la devise ukrainienne, la hryvnia, s'accélère (-11 % face au dollar depuis janvier) renchérissant d'autant la facture des importations. Rien qu'en janvier, la Banque centrale a dépensé 1,7 milliard de dollars de ses réserves pour défendre la parité. La dette publique nette devrait atteindre 43 % du PIB cette année, contre 36 % du PIB en 2013. Problème supplémentaire, environ 55 % de la dette publique ukrainienne a été

contractée en devises étrangères. Le système bancaire est très fragile : entre 30 et 40 % du total de leurs prêts sont difficilement ou pas recouvrables. Pire, 34 % des crédits bancaires sont libellés en devises étrangères.

Conséquence : les taux d'intérêt des prêts bancaires aux entreprises peuvent atteindre 25/30 % de la somme empruntée, contre 7 % en Pologne. Les canaux de financement de l'activité économique s'amenuisent à vue d'œil et l'État n'a pas les munitions pour une politique contractuelle. Crise de valorisation, crise fiscale de l'État au bord du défaut de paiement (selon les nouvelles autorités de Kiev, le pays a un urgent besoin de 35 milliards de dollars pour éviter la banqueroute) et crise financière se cumulent créant un humus particulièrement favorable à la crise politique qui a débouché dans l'insurrection démocratique.

Une insurrection démocratique dominée par le nationalisme ukrainien

La nature du mouvement insurrectionnel ne saurait être confondue avec son épilogue ou avec sa direction politique et militaire. Son issue est encore largement inconnue car beaucoup dépendra du jeu géostratégique qui s'engagera à sa suite. Sa direction politique et militaire a été sans conteste entre les mains des nationalistes et des néo-nazis, surtout à partir du 1^{er} décembre, avec l'occupation de la mairie de Kiev, suite aux affrontements de la veille avec les forces de l'ordre. Toutefois, le mouvement de masse qui a débouché sur l'insurrection de la fin février ne se réduit pas à la simple émanation d'un complot ourdi par l'étranger, comme le soutient la diplomatie russe ou encore à la résurgence de l'extrême droite pronazie, comme le prétendent beaucoup de gauchistes, les partis staliniens et la clique au pouvoir à Moscou.

La première position des manifestants se fondait sur l'illusion que l'Europe peut encore véhiculer : une zone de libertés, de libre circulation, de hauts salaires et de protection sociale, d'États efficaces et non corrompus. Bien sûr, une image erronée mais qui était à l'opposé de celle de l'Ukraine d'aujourd'hui et d'hier. La traditionnelle veulerie « munichoise » des États capitalistes européens face au poing de fer russe et à la brutalité de son valet ukrainien ont livré la foule en révolte aux pires nationalistes locaux. Déjà dilué dans une unanimité interclassiste, le contenu social de la lutte s'est effacé pour ne laisser la place qu'aux revendications nationales de plus de démocratie (retour à la constitution de 2004), de propreté et d'honnêteté dans la gestion de l'État (élimination du régime de Ianoukovytch). Pourtant, la partie n'était pas jouée d'avance.

Les conséquences de la crise, les salaires de misère, le démantèlement des subsides et des mécanismes de protection sociale (instauration progressive d'un système de retraites par capitalisation) ainsi que la fragilisation accélérée du marché du travail salarié (refonte du Code de travail avec la réduction des défenses légales du salarié) plaident pour une issue différente. La personnalisation et la militarisation inévitable de la lutte en ont décidé autrement. Ianoukovytch est devenu l'homme (presque) seul à abattre. La réduction de l'affrontement à sa dimension purement militaire a favo-

risé les fractions nationalistes extrêmes qui ont été les premières à se placer de façon organisée sur ce terrain. **En clair, elles ont gagné la bataille politique de la militarisation du mouvement.** Militarisation inéluctable compte tenu de sa radicalité croissante et de la riposte de l'État.

Pour l'heure, l'insurrection populaire a remporté son objectif premier, faire partir Ianoukovytch. Puis installer l'opposition parlementaire au pouvoir, convoquer des élections fin mai, libérer les prisonniers politiques et revenir à la constitution parlementaire de 2004. Des objectifs qui ne peuvent pas être qualifiés d'extrême droite, qui ne relèvent pas d'une involution encore plus autoritaire de l'État. C'est la raison pour laquelle l'insurrection est restée jusqu'ici dans le lit de la démocratie bourgeoise classique.

Certes, la force croissante des néo-nazis et des nationalistes radicaux ne doit pas être sous-estimée. Ce sont eux qui ont investi les premiers les bâtiments du pouvoir. Ce sont eux qui ont payé le tribut en sang le plus élevé. Leur prestige en ressort grand y compris auprès de ceux, nombreux, au sein des manifestants qui ne partagent pas leurs stratégies et leur programme de restauration d'un État fort voire ouvertement dictatorial, raciste et belliqueux. Autre point négatif, **le pire de notre point de vue, les ouvriers n'ont jamais été présents dans le conflit en tant que classe et encore moins en tant que classe pour soi.** Écartelés suivant les lignes de fracture qui parcourent la société civile tout entière ils se sont rangés d'un côté ou de l'autre ou, surtout, d'aucun côté, dans une totale indifférence. Les informations qui proviennent du Donbass ne sont pas rassurantes, faisant état d'un certain soutien aux partisans de l'ancien régime.

La Place était truffée de salariés et de sans réserves. En témoignent le courage et la radicalité dont ont fait preuve les insurgés même si certains gauchistes n'y ont vu que les « classes moyennes », les étudiants et la petite bourgeoisie. Mais la présence massive de prolétaires ne suffit pas pour remplir une insurrection d'un contenu social et encore moins pour en faire un épisode de la révolution prolétarienne. L'absence totale de grèves en est la preuve la plus éclatante. Les insurrections ouvrières investissent en priorité les casernes, les usines, les prisons, les communications et moins ce qui semble devenir la mode lancée par les altermondialistes et autres démocrates radicaux : l'occupation de places centrales des capitales et/ou de lieux du pouvoir exécutif. L'insurrection ouvrière vise la destruction de l'État, alors que celle démocratique vise sa réforme pour son renforcement. L'insurrection démocratique ukrainienne n'est pas une révolution à âme sociale empruntant une forme politique mais bien, comme le dirait Karl Marx, une « *révolution bourgeoise à âme politique et formes vaguement sociales* ».

Pas d'alternative : les prolétaires révolutionnaires doivent trouver leur place dans ce type de mouvement en valorisant son contenu social. Pour ce faire, il faut mettre en avant les thématiques de la lutte contre l'exploitation dans l'usine, sur les lieux de travail, dans les quartiers populaires, du combat contre tous les États bourgeois, indépendamment de leurs régimes spécifiques ainsi que de l'indépendance politique de la classe ouvrière. Les revendications démocra-

tiques doivent être transcendées par la pratique d'un nouvel ordre social, par l'instauration par en bas de nouvelles règles et modes de vie coopératifs inspirés par le processus révolutionnaire. Les prolétaires révolutionnaires ne demandent pas la liberté à l'État, ils la prennent. Dans ce cadre, le premier ennemi à vaincre est celui qui se glisse au sein du mouvement, qu'il soit social-démocrate, stalinien, libéral ou fasciste. Sur la Place, l'ennemi le plus dangereux est maintenant représenté par les nombreuses formations néo-nazies et d'extrême droite. Avec elles, aucun dialogue ou compétition pacifique n'est possible. Seule la confrontation directe est de mise.

Depuis la Russie a repris l'initiative. Sur ordre du Kremlin, ses troupes de la Marine et ses forces spéciales ont occupé les bâtiments administratifs à Sébastopol et Simféropol et bloquent les passages avec l'Ukraine. Elles tentent de désarmer, à Perevalne, les garde-côtes fidèles à Kiev et créer, par là, un casus belli qui justifierait une offensive plus large. Le sort des minorités tatare et grecque s'assombrit. Le signal envoyé par Poutine est clair : la contagion ukrainienne ne doit pas se répandre et la base de Sébastopol, louée ou pas, fait partie de la Russie. Difficile à ce stade de comprendre si Moscou veut pousser plus loin l'occupation militaire de l'Ukraine en s'emparant des régions orientales de ce pays. À Kiev, l'agression russe a renforcé l'union nationale sur fond de mobilisation générale des réservistes. Cela laisse encore moins d'espace dans l'immédiat à des initiatives autonomes du prolétariat. Dans ce contexte défavorable, nous ne pouvons que saluer le courage et la lucidité des camarades anarchistes de l'AWU⁸ qui réagissent à la nouvelle situation en défendant avec cohérence les positions de classe⁹.

Face à l'occupation russe de la Crimée assortie de la menace d'invasion des régions orientales du pays, la seule réponse possible pour les prolétaires révolutionnaires est celle du défaitisme des deux camps bourgeois qui se font face. La politique coloniale d'annexion et de russification des provinces ukrainiennes de l'est est spéculaire au nationalisme ukrainien triomphant à l'ouest. Cependant, toute annexion accélère le cours à la guerre capitaliste. Les révolutionnaires rejettent de tous temps les annexions non pas pour défendre les territoires de tel ou tel État mais bien parce qu'elles sont un pas important vers la guerre. Et la guerre capitaliste est un terrain particulièrement hostile à l'émergence du prolétariat comme classe pour soi.

Rejet de la politique coloniale russe des annexions et défaitisme dans les deux camps bourgeois qui s'affrontent constituent aujourd'hui les deux bases indispensables d'une politique ouvrière indépendante dans la région.

⁸ AWU : *Autonomous Workers Union* (Syndicat autonome des travailleurs)
⁹ <http://avtonomia.net/2014/03/02/awu-statement-russian-intervention-uber-die-russische-intervention-erklarung-der-autonomen-union-der-arbeiterinnen-kiev/>